

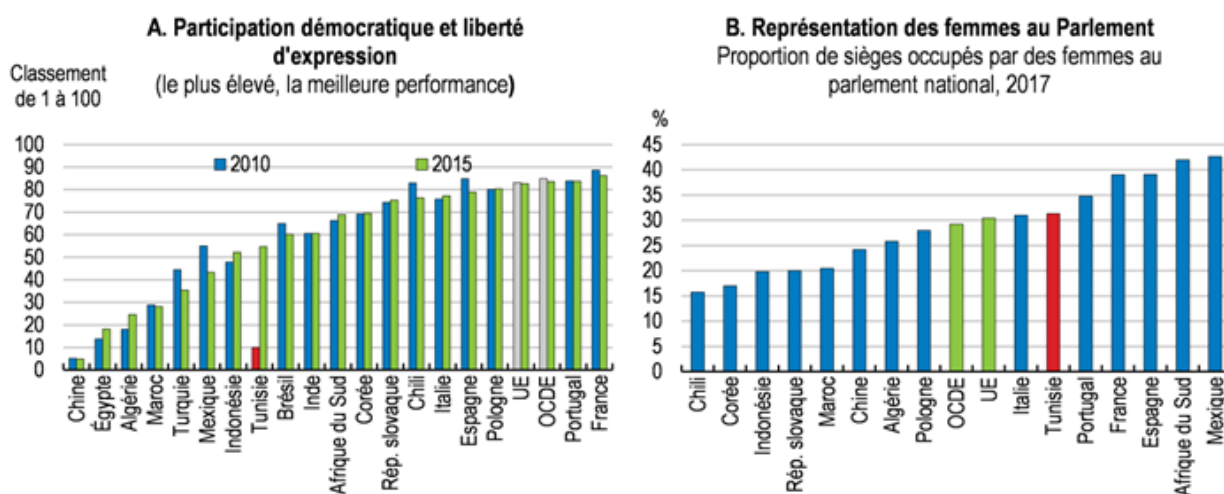
Tunisie: relancer le processus de convergence économique et le mettre au service de tous les tunisiens

Par Isabelle Joumard et Christine de La Maisonneuve, Bureau Tunisie, Département des affaires économiques

La Tunisie s'est engagée dans un processus de démocratisation qu'il faut soutenir par des réformes économiques pour assurer une amélioration du niveau de vie de tous les tunisiens.

La capacité des citoyens à participer à la vie politique a fortement progressé et la représentation des femmes au parlement est plus élevée que dans la majorité des pays de l'OCDE et des pays émergents (graphique 1).

Figure 1. Transition politique : des progrès considérables pour la démocratie



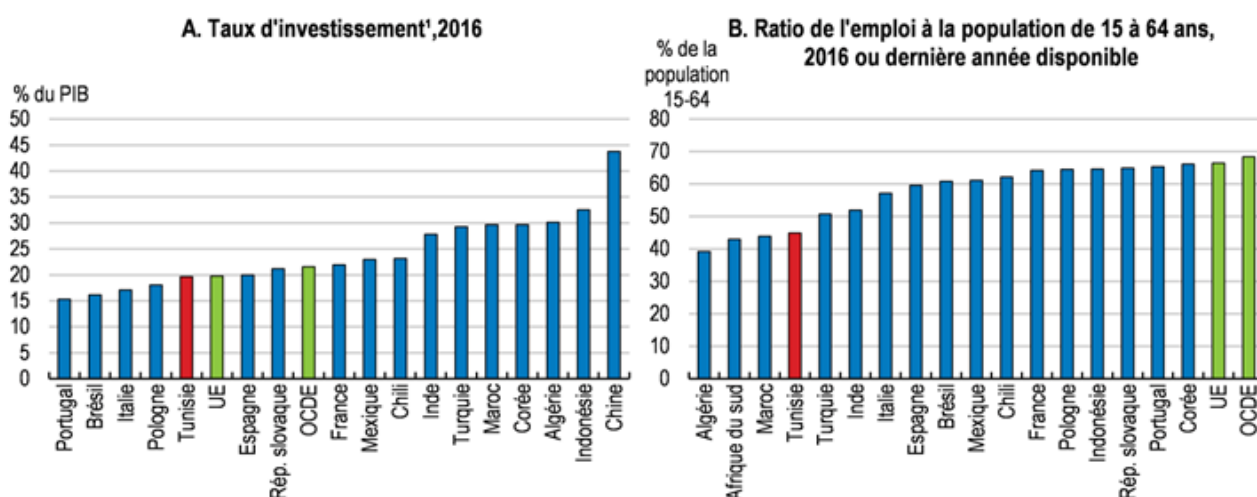
Source : Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de la gouvernance ; et Banque mondiale, Indicateurs de développement mondial (WDI).

La croissance économique tarde néanmoins à redémarrer. Des facteurs spécifiques et temporaires ont pesé, notamment la

faible croissance des marchés traditionnels d'exportation, des tensions sociales, la détérioration de la sécurité dans la région et la crise libyenne. La hausse du nombre de fonctionnaires et des salaires publics a soutenu temporairement la demande mais s'est traduite par une dérive des comptes publics, des équilibres externes et une montée de l'inflation. Pour relancer l'activité, la création d'emplois de qualité et la réduction des inégalités, il faut maintenant donner la priorité à la mise en œuvre des réformes structurelles.

La Tunisie jouit d'atouts indéniables, notamment des infrastructures de base bien développées par rapport aux pays de la région, une main d'œuvre relativement bien formée et une localisation géographique stratégique entre l'Europe et l'Afrique. La participation de la Tunisie dans les chaînes de valeur mondiales et le dynamisme des entreprises orientées vers les marchés d'exportation en témoignent. Pourtant, ces atouts ne sont pas entièrement exploités. L'investissement reste faible et la création d'emplois est en panne (Figure 2).

Figure 2. Stimuler l'investissement et créer des emplois de qualité



1. Formation brute de capital fixe.

Source : INS ; ILOSTAT. ; Base de données des perspectives économiques de l'OCDE n° 102 ; FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; et Eurostat.

Pour relancer l'investissement, la Tunisie doit lever les

obstacles réglementaires, douaniers et logistiques qui affectent particulièrement les entreprises tournées vers le marché national. La mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'investissement est un pas dans la bonne direction mais devra être complétée par une accélération des réformes structurelles, notamment une simplification drastique du régime des autorisations, permis et licences ainsi que des procédures administratives et douanières lors du passage des biens à la frontière.

Le chômage est important, particulièrement pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ; le taux d'emploi des femmes est faible et l'emploi informel est répandu. Une croissance plus forte ne sera pas suffisante pour créer des emplois de qualité pour tous les jeunes et autres tunisiens actuellement au chômage. Pour y parvenir, les autorités devront améliorer la qualité de l'éducation, réduire le coût du travail et moderniser les réglementations du travail.

Pour réduire les disparités de niveau de vie entre les régions côtières et les régions de l'intérieur, il faut repenser la politique de développement régional, en valorisant les atouts spécifiques de chaque région autour du développement de pôles urbains. Le projet d'accroissement de l'autonomie et des compétences des collectivités locales représente une opportunité pour réaliser cet objectif.

References:

OCDE (2018), *[Études économiques de l'OCDE : Tunisie 2018](#)* : Éditions OCDE, Paris.

http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-tun-2018-fr